

COVID-19
IMPACTS SUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Une longue crise vécue en différentes phases

DANS CE CAHIER :

Printemps 2020 :
 Première vague **2**
Été 2020 : Accalmie **7**
Automne 2020 : 1^{ère} partie de la deuxième vague **9**
Hiver 2021 : 2^{ème} partie de la deuxième vague **12**
Printemps 2021 à Hiver 2022 : Troisième, quatrième et cinquième vagues **15**

Une caractéristique importante de la crise de la COVID-19 est sa **temporalité**. En effet, elle se distingue par sa durée et son aspect cyclique, liés aux différentes vagues de montée des cas de COVID-19 dans la population. Ces **phases** ont été caractérisées par des mesures sanitaires différentes et des impacts variés sur les populations. Elles ont également nécessité différents types d'adaptation de la part des organismes d'action communautaire autonome (ACA).

À partir de données issues de groupes de discussion menés à l'hiver 2021, ce cahier présente un tour d'horizon des enjeux vécus par les organismes communautaires au fil des différentes phases de la crise de la COVID-19 et introduit les thèmes traités dans les différents [cahiers de recherche publiés par l'Observatoire de l'ACA](#).

Évolution du taux moyen de nouveaux cas de COVID-19 confirmés au Québec rapportés dans les 7 derniers jours (pour 100 000) entre mars 2020 et décembre 2021



Source des données : [INSPQ](#)

PRINTEMPS 2020 : PREMIÈRE VAGUE (25 FÉVRIER 2020 - 11 JUILLET 2020)

Début mars 2020 : le choc

- **11 mars** : interdiction des rassemblements de plus de 250 personnes
- **13 mars** : déclaration de l'état d'urgence sanitaire

Même si à l'échelle mondiale la crise de la COVID-19 a commencé dès la fin de 2019, la plupart des personnes rencontrées par l'Observatoire de l'ACA ont nommé avoir été prises par surprise lors de son arrivée au Québec. Le premier cas positif a été enregistré le 27 février. Il a été très rapidement suivi par la déclaration de l'état d'urgence par le gouvernement du Québec et la mise en place de mesures drastiques d'isolement social afin de freiner la contamination au sein de la population. Les personnes interrogées ont témoigné de l'état de **choc général ressenti** lors de l'annonce du 13 mars 2020 et de l'intense adaptation qui s'en est suivie.



Quand c'est arrivé, personnellement mes jambes m'ont sciée en deux. J'étais vraiment sous le choc de comment on allait pouvoir réaliser notre mission dans ce contexte-là. Vraiment, ça a été une perte de repère dans la première semaine.

Groupe des Laurentides



Un premier grand stress a été d'assurer la **pérennité des emplois**. Suite à la pression des regroupements, la confirmation du maintien des **financements à la mission** des organismes communautaires est arrivée le 18 mars 2020 (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts sur le financement intitulé [La précarité financière des organismes communautaires exacerbée](#)).

Une personne rencontrée par l'Observatoire a résumé ainsi les trois étapes vécues par les organismes communautaires au tout début de la crise :

- 1. Comprendre ce qui se passe** : trouver les informations pertinentes et les adapter à la réalité de son organisme (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Gestion du risque sanitaire au sein des organismes communautaires](#)). Les regroupements ont joué un rôle important pour soutenir les groupes de base à cet effet.
- 2. Réorganiser les modalités de travail** : résoudre les enjeux techniques et de logistique familiale pour le travail en présence et en télétravail et maintenir une cohésion d'équipe.
- 3. Maintenir le contact** avec les membres et les personnes rejointes dans un contexte de confinement (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Maintenir les liens avec les populations en temps de crise](#)).



Les organismes communautaires n'étaient pas égaux devant ces défis, notamment avec des **capacités disparates face à la nécessité de travailler à distance**, par exemple en termes de matériels informatiques. Certaines travailleuses n'avaient pas d'ordinateur à la maison permettant de maintenir une implication virtuelle d'urgence le temps de leur procurer le matériel nécessaire.



On n'avait pas vu venir ce qui s'en venait, mais là on prenait conscience de tout ce qui s'en venait. On n'était pas du tout organisées pour du télétravail, on travaille tout le temps du bureau. C'était la course aux portables. Notre première chose, c'était la communication avec notre monde. C'est là-dessus qu'on a travaillé fort, mais on était dans une tempête dans nos têtes.

Groupe de la Capitale-Nationale



À l'opposé, le **travail à distance était déjà une réalité** pour d'autres organismes, en raison du travail en déplacement, de plusieurs points de services à couvrir, de membres d'équipe vivant dans différentes régions ou du travail avec d'autres organisations géographiquement éloignées. Ainsi, certains organismes qui avaient déjà entamé une modernisation de leurs **outils informatiques et de communication**, étaient avantagés. Plusieurs personnes se sont dites « chanceuses » d'avoir eu ces outils à leur disposition dès le début de la crise afin de maintenir les **communications internes** et la **cohésion d'équipe**.

Tout au long de la crise, mais en particulier durant ses premiers jours, beaucoup de personnes ont ressenti de la **peur** et de l'**anxiété** face au risque de contamination et aux conséquences des mesures sanitaires. Les personnes en position de coordination ont dû gérer ces craintes chez les employées et accompagner les équipes à y faire face.


Certains organismes se sont sentis dépassés par l'ampleur de la transformation à accomplir et les **lourdes décisions** à prendre avec peu d'accès à des informations fiables (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Gestion du risque sanitaire au sein des organismes communautaires](#)). Il fallait s'ajuster en tenant compte des peurs et les insécurités de chacun et chacune. Les personnes au sein des organismes ont **réagi très différemment** selon leur personnalité et les informations dont elles disposaient. Un sentiment d'**incrédulité** face à l'ampleur des mesures a été ressenti pour plusieurs. À l'opposé, d'autres personnes ont indiqué avoir **anticipé** ce qui s'en venait en suivant la situation des pays européens au début de 2020.



J'étais dans le déni. La pandémie, je n'ai pas vu ça venir. H1N1, il n'est rien arrivé, la grippe aviaire non plus. Pour moi, c'était dans le même esprit alors je n'y croyais pas. Le CA m'a dit : « On va faire comme les écoles, on va fermer deux semaines ». Donc dans ma tête, on fermait deux semaines et on revenait.

Groupe des Laurentides





Une partie des personnes participantes aux groupes de discussion, ont également mentionné un **sentiment de soulagement** face à l'imposition du confinement, qui venait mettre un frein à leur tourbillon d'activités, notamment en lien avec les obligations entourant la fin de l'année financière de nombreux organismes au 31 mars. Ce sentiment de pouvoir enfin bénéficier d'un temps d'arrêt, a cependant été de courte durée face aux nouvelles responsabilités à accomplir en lien avec la crise. Cette réaction témoigne tout de même du **niveau d'épuisement** déjà présent dans le milieu communautaire **avant la crise**.

Finalement, lors de l'arrivée de la crise, une réaction immédiate a été un **élan de solidarité et de bienveillance** au sein des équipes et entre les organismes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts sur les relations externes intitulé [Entre solidarité et menaces à l'autonomie](#)). Les membres des équipes se sont sentis soudés par une **responsabilité commune** vis-à-vis de leurs membres et des personnes rejointes. Ce sentiment de responsabilité s'est parfois traduit par une **implication démesurée** dans leur vie professionnelle avec une accumulation importante de temps supplémentaire. Par exemple, plusieurs personnes rencontrées qui étaient en congé au moment du déclenchement de la crise, ont témoigné être revenues au travail de façon précoce afin de soutenir leur équipe.

Mars à mai 2020 : 1^{er} confinement et adaptations rapides

- **15 au 24 mars** : fermeture des activités sauf pour les services dits prioritaires
- **18 mars** : confirmation du maintien du financement à la mission des groupes d'ACA
- **21 mars** : interdiction de tout rassemblement intérieur et extérieur

L'adaptation aux mesures sanitaires du premier confinement était une grande première pour les organismes communautaires du Québec, qui n'avaient jamais eu à faire face à de telles obligations. Si, de façon générale, ces changements ont été mis en place rapidement, **la situation a été vécue très différemment d'un organisme à l'autre** (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Actions des organismes communautaires en temps de crise : essentielles mais non reconnues](#)).

Pour plusieurs, cette période a été caractérisée par une **frénésie de travail et de sollicitation**. L'intensité du travail, dans un contexte de crise, a pesé sur la **santé mentale** de nombreuses travailleuses communautaires. La possibilité de bénéficier de supervision clinique ou de soutien psychologique a fait la différence pour plusieurs personnes.



Tous mes employés ont vécu des « crises COVID », incluant moi et mon boss. Chacun à tour de rôle, soit que tu avais des enfants ou tu étais isolée, tu pétais une coche que tu n'as jamais pété d'habitude. Les gens avaient oublié de prendre soin d'eux. Chacun a pété sa coche un moment donné. J'ai fait énormément de supervision. Nous aussi, on s'est mis à parler avec d'autre monde, et tout le monde vivait la même chose. Ça a relativisé les choses de se dire qu'on n'est pas seules.

Groupe de Laval



D'un autre côté, pour les organismes ne pouvant plus offrir d'activités en présence, plusieurs ont misé sur une **gestion plus flexible du travail à distance** afin de prendre en considération les réalités des travailleuses, que ce soit l'anxiété générée par la pandémie ou l'alourdissement des responsabilités personnelles et familiales. Ces équipes ont continué à maintenir le lien avec leurs membres et personnes rejointes, tout en misant sur d'autres aspects de leur fonctionnement, comme la formation du personnel et le développement de projets.

Par contre, sur la durée, pour certaines personnes rencontrées, le **télétravail** a fini par avoir des **impacts négatifs** sur le travail individuel et en équipe. Les personnes ont exprimé de la sur-sollicitation et la disponibilité permanente engendrées par le travail à distance.



Les rencontres Zoom, c'était tout le temps, et on oublie le temps de déplacement, on oublie le temps de manger. Ça n'arrête jamais.

Groupe de Laval



D'après la dernière enquête [Repères](#), les organismes communautaires et les regroupements avaient respectivement connu un taux de roulement moyen de 30% (médiane 25) et de 37% (médiane 33). Or, le CSMO-ÉSAC précisait dans cette enquête que « *selon le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), le taux de roulement acceptable se situe entre 4 et 5%. Ce taux prête à débat chez les spécialistes en ressources humaines, qui le situent plutôt autour de 10 à 15%.* ». Ainsi, il y a de hauts taux de **roulement** dans les organismes communautaires et plusieurs personnes étaient donc en poste depuis peu dans leur organisme au moment de l'arrivée de la crise. Les nouvelles adaptations nécessaires à celle-ci venaient alors compliquer leur **période d'intégration**.

De plus, dans plusieurs secteurs de l'ACA, il y avait eu des rehaussements de financement à la mission, par exemple dans le secteur de la Défense collective des droits, qui se sont notamment traduits par des premiers financements pour certains organismes. Pour ceux-ci, la crise est arrivée dans la période d'intégration de leurs premières travailleuses. Tout un défi de mettre sur pied la structure organisationnelle qui accompagne un premier financement (embauche de personnes salariées, aménagement d'un local, etc.) dans ce contexte.

Pour les organismes qui étaient **déjà dans une période difficile avant le déclenchement de la crise**, les obstacles à l'adaptation étaient encore plus grands. Certains organismes vivaient des enjeux en lien avec leur local (déménagement, travaux, etc.), leur personnel (congé en cours, intégration nouvelle personne, etc.) ou leur conseil d'administration (problème de recrutement, intégration nouvelle personne, etc.).

Le **travail d'équipe** et la **cohésion** entre les membres ont été soulignés comme des facteurs facilitants pour passer à travers cette période qui soulevait des défis professionnels et personnels importants. Les organismes ont également dû gérer les **différentes perceptions** du risque de contamination et de conformité aux mesures sanitaires au sein des équipes de travail (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé *Gestion du risque sanitaire au sein des organismes communautaires*).

Finalement, plusieurs personnes ont exprimé une **grande anxiété vis-à-vis des défis rencontrés par leurs membres** en lien avec la crise (voir les Cahiers de l'Observatoire de l'ACA portant sur *les impacts sur les populations du point de vue des organismes*). Pour beaucoup d'organismes, l'impossibilité de conserver un lien en présence menaçait directement leur mission et de nombreuses travailleuses du milieu communautaire se sentaient démunies face à cette obligation de réinventer leurs activités.

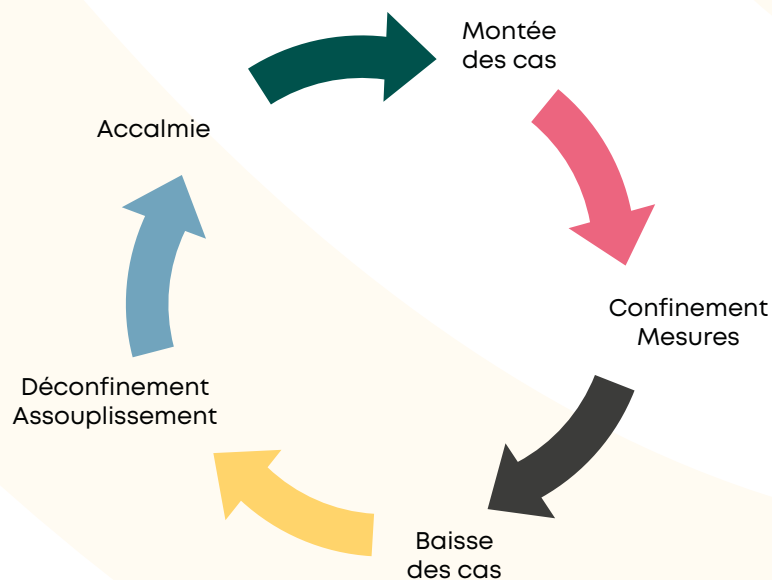


Il y avait toutes sortes de réactions d'anxiété dans l'équipe. Mon hamster continuait de rouler étant à la coordination. On n'était pas du tout préparées pour le télétravail, nos activités sont toutes en vrai. Notre mission est d'aider les jeunes à faire des liens et travailler leurs habiletés relationnelles donc c'est des activités de groupe. Il y a des activités individuelles, mais c'est une fois par mois. Mes collègues disaient : « On ne sera plus capables de faire notre mission ! La magie de l'organisme n'opèrera plus ! ». On s'est quand même adaptées.

Groupe des Laurentides



Aspect cyclique de la crise



ÉTÉ 2020 : ACCALMIE

Juin à août 2020 : déconfinement et redéfinitions

- **4 mai au 3 juillet** : réouverture progressive des différents secteurs d'activités
- **12 juin** : levée de la suspension des activités des organismes communautaires (liste de mesures à suivre)
- **22 juin** : autorisation des rassemblements intérieurs et extérieurs dans certains lieux publics (maximum de 50 personnes)
- **18 juillet** : retour graduel du personnel dans les édifices (taux d'occupation maximal de 25% de la capacité des milieux de travail)
- **18 juillet** : port du masque obligatoire partout au Québec dans les endroits publics fermés
- **3 août** : passage de 50 à 250 personnes pour le nombre maximal de personnes permis lors d'événements intérieurs et extérieurs

Même si certains secteurs d'activités ont pu rouvrir dès le mois de mai, c'est à la mi-juin 2020 que l'ensemble des organismes communautaires ont reçu la permission de reprendre leurs activités à partir du 22 juin, sous réserve de respecter les consignes sanitaires (voir le [communiqué](#) du RQ-ACA du 17 juin 2020). Après des mois d'isolement et dans l'espoir que le plus dur de la crise soit derrière nous, l'arrivée du déconfinement a été ressentie comme une **bouffé d'air frais** par le milieu communautaire.



L'été a été une période quand même bénéfique. On a pu faire notre programmation estivale et reprendre contact avec la majorité de nos jeunes. On a senti vraiment un nouveau souffle, ça a fait du bien à tout le monde de renouer. On a mis en place un guide de gestion de risques, on est allées chercher tout l'équipement approprié. On a passé un super bel été avec les jeunes.

Groupe de la Montérégie



Après plusieurs mois de réorganisation, les **activités en présence** ont pu reprendre de façon plus systématique sous une nouvelle forme adaptée aux mesures sanitaires : distanciation, masques, désinfection, vitrine transparente, etc.

Le déconfinement s'est donc accompagné d'un important **travail de révision des différentes consignes** disponibles et de leur adaptation aux réalités de chaque organisme, à la fois pour la réalisation des activités et pour les conditions de travail des travailleuses. Beaucoup de groupes ont commencé à travailler sur leur « guide de gestion de risque » bien en amont de l'arrivée de l'autorisation de réouverture afin d'être prêts immédiatement.

De plus, le retour des activités en présence a soulevé des **enjeux d'acceptabilité du risque de contamination et de conformité aux mesures sanitaires** au sein même des équipes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Gestion du risque sanitaire au sein des organismes communautaires](#)).



Quand on a pu rouvrir le 11 mai, j'ai trouvé ça super difficile comme gestionnaire. J'avais des employées qui étaient extrêmement anxieux de la maladie, qui avaient peur de mourir, parce qu'on ne la connaissait pas. Et je leur demandais de rentrer à domicile, dans des familles vulnérables, où l'hygiène n'est pas toujours au top. J'avais très peu de balises pour savoir comment je peux entrer à domicile, comment je peux offrir mes services. L'autonomie, qui me plaît bien dans le milieu communautaire, je la trouvais difficile à gérer et j'aurais aimé que quelqu'un m'envoie des recommandations plus strictes.

Groupe du Bas-Saint-Laurent

La **détresse** était plus palpable chez les personnes rejointes après des mois d'isolement (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA portant sur les impacts sur les populations intitulé [Augmentation de l'isolement et de la détresse](#)). En revoyant les personnes en présence, la période estivale a donc aussi permis de prendre conscience de l'ampleur des besoins sur le terrain. Plusieurs personnes ont d'ailleurs attendu cette période d'accalmie pour venir chercher de l'aide.

Quand on a rouvert à la clientèle, j'étais en état de choc. La première journée, j'étais à la porte pour accueillir les gens et les voir. Et il y a des gens que je me suis dit qu'ils avaient déperî, ça n'a pas de bon sens, difficulté de marcher, difficulté d'élocution. Je regardais leur regard et je me disais que ça n'allait pas! On n'avait pas été capables de cerner ça peut-être avec certaines personnes.

Groupe de Laval

Pour plusieurs, cette période a permis d'expérimenter de nouvelles façons de mener leurs activités en profitant des **espaces extérieurs** tout en respectant les mesures sanitaires (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Actions des organismes communautaires en temps de crise : essentielles mais non reconnues](#)).

On a aussi mis en place un service de répit à domicile. Durant l'été, on allait chez les gens et on s'occupait des enfants à l'extérieur. Ça permettait aux parents de faire du ménage, une sieste ou peu importe. Ça nous permettait de respecter les mesures sanitaires, et ça donnait un petit répit aux parents, parce que dans les premiers mois, c'est ce qui nous a apparu comme le besoin le plus criant, avoir du temps sans toujours avoir les enfants avec eux.

Groupe du Bas-Saint-Laurent

Par contre, l'intervention hors du lieu usuel présente des **limites** et n'a pas permis de rejoindre l'ensemble des personnes qui fréquentent habituellement les organismes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Maintenir les liens avec les populations en temps de crise](#)).

Certains ont aussi profité de l'été pour reprendre des **activités de mobilisation collective**, que ce soit dans des locaux assez grands pour la distanciation ou à l'extérieur.

On a eu un « break » pendant l'été. On a pu voir nos membres, on a pu parler de quatre revendications qu'on voulait mener cet automne et on a préparé des choses avec eux. On a fait des capsules audio et plein d'affaires avec nos membres qu'on va pouvoir mettre sur Internet parce qu'on s'est dit qu'on risque d'avoir une deuxième vague.

Groupe de Montréal

Par contre, ce **regain d'activités estivales** s'est aussi traduit par davantage de travail par rapport aux autres années et donc à moins de temps de congé. Dans d'autres organismes où les activités diminuent durant l'été, certaines travailleuses ont aussi profité de l'été pour se former aux outils nécessaires pour les activités à distance et, de façon plus générale, pour **préparer les activités de l'automne**.

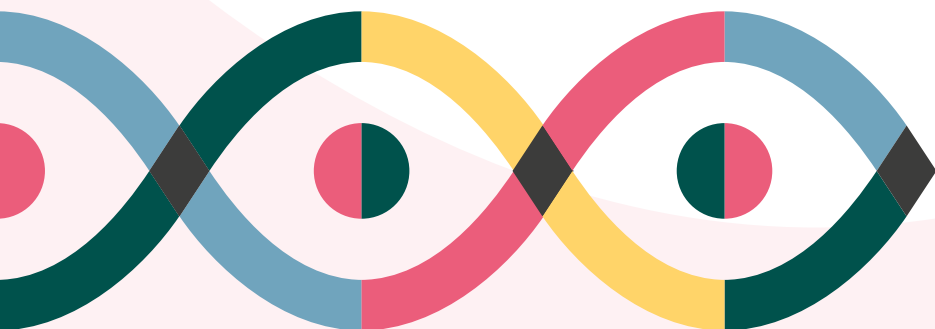
AUTOMNE 2020 : 1^{ÈRE} PARTIE DE LA DEUXIÈME VAGUE (23 AOÛT - 20 DÉCEMBRE 2020)

Septembre à décembre 2020 : reconfinement progressif et nouvelles adaptations

- **8 septembre** : Instauration d'un système d'alertes régionales selon un code de 4 couleurs : vigilance (vert), préalerte (jaune), alerte modérée (orange) et alerte maximale (rouge)
- **21 et 28 septembre** : retour des mesures dont la limitation des rassemblements
- **1^{er} octobre** : demande à la population québécoise de limiter au maximum leurs contacts pour une période de 28 jours (du 1^{er} au 28 octobre) afin de freiner la deuxième vague
- **26 octobre** : prolongation des mesures en zone rouge jusqu'au 23 novembre
- **19 novembre** : proposition d'un « contrat moral » afin de limiter les contacts pour le temps des fêtes de fin d'année
- **3 décembre** : interdiction de tous les rassemblements dans les zones rouges

Malgré l'espoir ressenti durant la période estivale, la remontée des cas de COVID-19 à l'automne 2020 a forcé le rétablissement de nouvelles mesures de protection. La deuxième vague a été **très longue** avec une première montée en septembre 2020 suivie d'un plateau d'octobre à décembre.

Pour éviter d'imposer les mêmes mesures partout dans la province, les autorités ont instauré en septembre un système d'alertes régionales selon un code de 4 couleurs en fonction du niveau de risque de contamination communautaire. Cependant, cette **méthode de suivi épidémiologique plus réactive aux changements et sensible aux réalités régionales et locales**, a compliqué la vie des organismes avec des **consignes encore plus variables** que lors de la première vague. Certaines personnes rencontrées auraient préféré une approche plus stable sur une longue période (par exemple par trimestre) afin de pouvoir adapter leurs actions de façon plus efficace.





On est un organisme à vocation régionale. On a des points de services un peu partout. Depuis le début de la deuxième vague, a atteint des paliers ou des zones – orange, rouge, jaune, vert – pas tout l'ensemble de la région en même temps. Quand on voulait faire une rencontre collective, on avait un lieu où on pouvait se rassembler jusqu'à 25 personnes, mais on ne pouvait pas avoir des gens en zone rouge dans la même pièce que des gens en zone orange.

Groupe de la Montérégie



Par contre, le renforcement des mesures sanitaires a été vécu de façon très différente par les organismes communautaires comparativement à la première vague. Ils étaient **davantage préparés** et capables de mettre en place beaucoup plus rapidement et efficacement des adaptations dans leurs activités en présence (disponibilité du matériel, locaux adaptés, etc.) et à distance (personnes rejointes davantage équipées et formées, etc.).



Quand on s'est reconfinées en octobre, on était mieux organisées. On était mieux structurées au niveau des technologies et on est allées chercher des subventions d'urgence pour nous aider, mais quand même on sentait une lassitude puis un découragement chez les jeunes. Dans nos stratégies, on continuait d'aller prendre des marches avec eux. On essayait de les faire sortir de la maison comme on pouvait et d'être créatifs dans nos activités en restant sécuritaires.

Groupe de la Montérégie



Pour plusieurs, le **soutien de la part des autorités de santé publique** était également enfin accessible aux organismes communautaires.

Par contre, la mise en œuvre des mesures comme la distanciation physique et le port de masque, a eu des **impacts négatifs sur la fréquentation** des activités des organismes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Maintenir les liens avec les populations en temps de crise](#)).

Avec la systématisation des tests et du traçage des contacts, les organismes ont eu à gérer les cas de contamination et les **mesures d'isolement préventif** en cas de proximité avec une personne testée positive à la COVID-19.

Le prolongement de la crise a mis à mal les capacités de résilience des équipes et plusieurs personnes ont exprimé le fait que la deuxième vague était plus difficile à vivre que la première. La **santé mentale** des équipes et des personnes rejointes était plus fragile, avec notamment beaucoup de fatigue voire d'épuisement.



Durant la première vague, nous ici, j'ai l'impression que les gens étaient résilients et se sont adaptés. Je pense que c'est la deuxième vague qui fait plus mal et qui est plus difficile à vivre présentement. La première, c'était comme : « C'est un moment, ça va passer. On va s'ajuster une couple de mois, et après, ça va aller ». Mais là, ça dure dans le temps et j'ai vraiment peur pour la santé mentale des salariées.

Groupe de Montréal



Le prolongement du travail à distance ou en distanciation physique a commencé à avoir des impacts négatifs sur la **satisfaction au travail** et la **cohésion des équipes**. Le **stress entourant la tenue des assemblées générales annuelles (AGA)** a été particulièrement désagréable à vivre pour les équipes, surtout que l'autorisation est arrivée très tardivement, seulement le 11 novembre 2020 (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Impacts sur la vie associative et démocratique](#)).

L'automne a aussi été synonyme du **retour des attentes habituelles**. Malgré la remonté des cas et donc l'intensité des adaptations à appliquer à la fois dans la vie professionnelle et personnelle des travailleuses, elles ont ressenti que la pression venant de certains interlocuteurs externes et bailleurs de fonds revenait au même niveau qu'avant la crise (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts sur les relations externes intitulé [Entre solidarité et menaces à l'autonomie](#)).

Finalement, les efforts d'adaptation de l'automne se sont terminés avec un retour à un confinement strict en décembre 2020.



HIVER 2021 : 2^{ÈME} PARTIE DE LA DEUXIÈME VAGUE (21 DÉCEMBRE 2020 - 20 MARS 2021)

Décembre 2020 à mars 2021 : 2^e confinement

- **25 décembre** : fermeture des commerces non prioritaires
- **9 janvier** : mise en place d'un couvre-feu en vigueur de 20 heures à 5 heures du matin
- **8 février** : réouverture progressive des différents secteurs d'activités
- **1er mars** : début de la vaccination dans la population générale en fonction des groupes d'âge
- **17 mars** : couvre-feu repoussé à 21h30 en zone rouge


La deuxième montée des cas à l'intérieur de la deuxième vague en décembre 2020 a conduit à des mesures plus drastiques d'isolement avec l'imposition d'un **2^e confinement**. À l'intérieur des organismes communautaires, la nécessaire réadaptation des activités lors de ce 2^e confinement, a été marquée par un **sentiment d'épuisement et de fatalité** face à la durée de la crise. Plusieurs ont mis en place des mesures pour atténuer ces effets et prendre soin de leurs travailleuses.



Les groupes sur le terrain sont un peu tous à bout. Souvent, on sait qu'au niveau des regroupements nationaux, les équipes ne sont pas nombreuses. Il y a donc beaucoup de fatigue. Tout l'accompagnement qu'on a offert à nos groupes, on a fait beaucoup de « ventilation » avec nos groupes. Je pense qu'il y a plusieurs choses qui se sont nommées avec nous et qui ne se sont même pas nommées à l'interne. Au niveau du national, il y a une certaine fatigue, mais on la sent aussi beaucoup sur le terrain. Les gens ont peut-être moins l'énergie pour maintenir cette solidarité à bout de bras, avec toutes les inquiétudes reliées à la pandémie, parce qu'on sait bien que ce n'est pas réglé et que ce ne le sera pas demain matin.

Regroupement national





Plusieurs avaient travaillé jusqu'à l'épuisement durant la première vague. Il apparaissait que ce rythme n'était pas soutenable à long terme. Les équipes étaient confrontées à l'impossibilité de se projeter dans le temps et donc de planifier leurs activités. La **charge mentale du contexte d'incertitudes et de la réadaptation en continu** était lourde à porter pour les équipes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA intitulé [Gestion du risque sanitaire au sein des organismes communautaires](#)).

Malgré le retour à des mesures drastiques et des conditions de travail difficiles, les **sollicitations** et les **pressions** venant des interlocuteurs externes et des bailleurs de fonds se sont maintenues, en particulier pour pousser les organismes à répondre à de nouvelles demandes (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts sur les relations externes intitulé [Entre solidarité et menaces à l'autonomie](#)).

Pour les **populations** et les **personnes rejointes** aussi, le prolongement de la crise a érodé les capacités de résilience et augmenté la détresse (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA portant sur les impacts sur les populations intitulé [Augmentation de l'isolement et de la détresse](#)). La fatigue du virtuel était présente chez toutes les populations. Les personnes rejointes exprimaient aussi des préoccupations vis-à-vis de l'accessibilité du vaccin.

Malgré leur caractère changeant, les **consignes gouvernementales** étaient tout de même un peu plus faciles à appliquer pour les organismes, notamment pour organiser des activités en présence dans les conditions de sécurité les plus élevées possibles. Par contre, l'imposition du **couvre-feu** est venue ajouter un obstacle supplémentaire pour l'accessibilité des organismes communautaires.



Le couvre-feu a empiré la situation à ce niveau-là. Dans la violence conjugale, il y a les femmes qui sont prêtes à s'en aller, on appelait mais les maisons d'hébergement étaient toutes pleines. Toutes celles [qui doivent rester chez elles], de ne plus pouvoir sortir ou que le chum aille prendre une marche avant qu'il pète sa coche. C'est des appels qu'on a eus beaucoup plus.

Groupe de la Montérégie



Pour les **activités de mobilisation collective et citoyenne**, la deuxième vague et les incertitudes pour l'avenir sont venues ralentir la reprise entamée à l'automne. La montée des mouvements citoyens contre les mesures sanitaires a également complexifié l'occupation de l'espace public sans souffrir d'amalgame et la capacité à exprimer publiquement un regard critique éclairé sur les actions gouvernementales en lien avec la crise.



Est-ce que, si on fait une manifestation, ça va être mal vu par la population ? Il y a eu un moment où c'était presque comme si la rue appartenait aux anti-masques. Il faut quasiment écrire à côté du titre de l'événement que ce n'est pas contre les mesures sanitaires. Ça amenait beaucoup de défis au niveau de la mobilisation.

Regroupement de la Capitale-Nationale



Finalement, avec le prolongement de la crise, plusieurs travailleuses du milieu communautaire ont exprimé une **insatisfaction** vis-à-vis de leurs tâches en temps de COVID-19. La proximité avec les membres et le plaisir de créer du lien avec les personnes rejointes, étaient compromises par les mesures sanitaires. Pour plusieurs, l'obligation de passer une grande partie de leur temps devant un ordinateur ne correspondait pas à leur motivation pour leur poste.



PRINTEMPS 2021 À HIVER 2022 : TROISIÈME, QUATRIÈME ET CINQUIÈME VAGUES

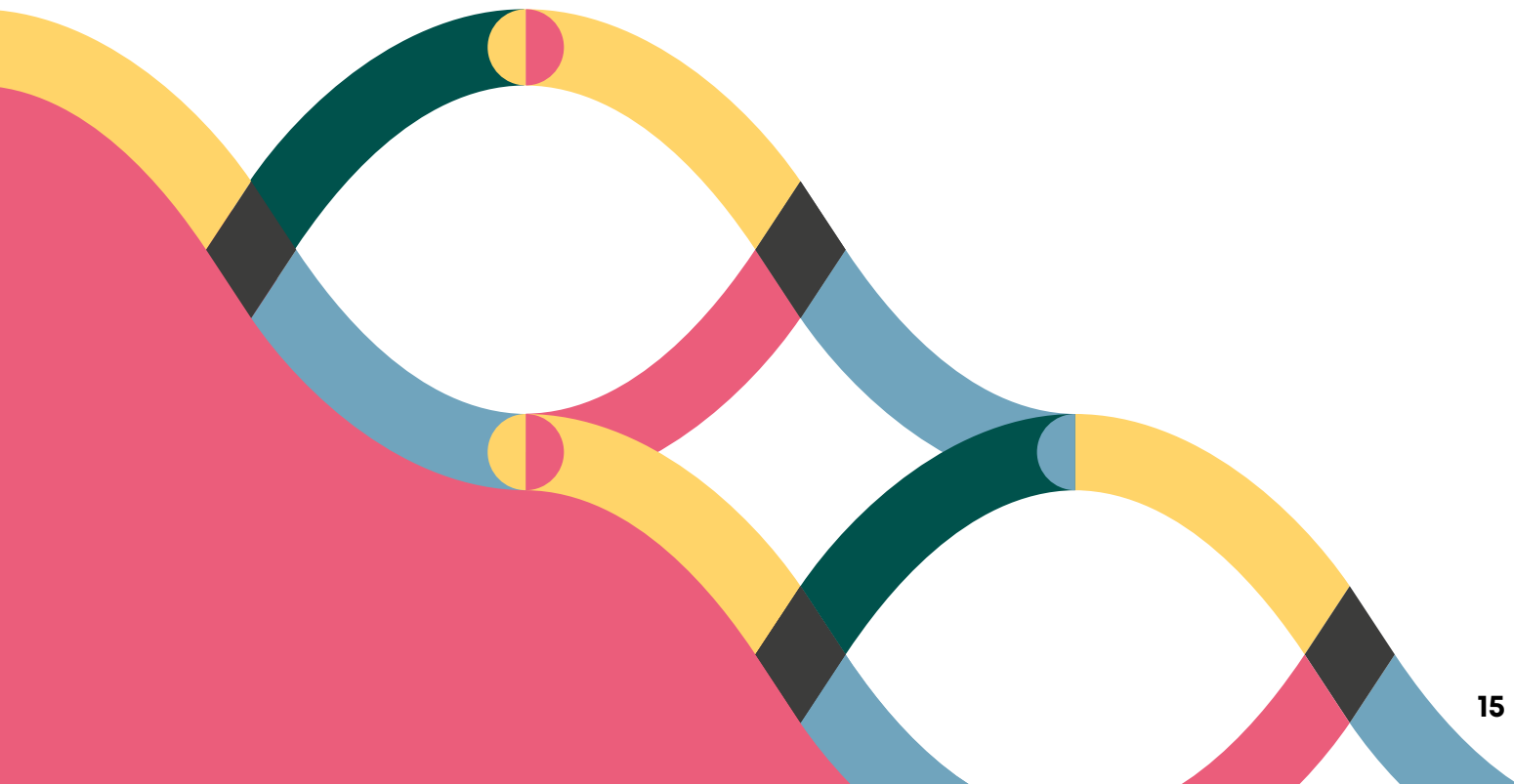
Au moment d'écrire ce cahier, l'Observatoire de l'ACA n'a pas collecté de données sur les expériences des organismes communautaires du Québec lors de la troisième vague caractérisée par le déploiement de la campagne de vaccination et un déconfinement progressif (21 mars 2021 – 17 juillet 2021), la quatrième vague (18 juillet 2021 – 4 décembre 2021) et la cinquième vague due à l'arrivée du variant Omicron au Québec ayant conduit à un 3^e confinement (5 décembre 2021 – en cours).

Interrogées sur leur vision de l'avenir, les personnes rencontrées début 2021 ont exprimé de **grandes inquiétudes** sur les impacts à long terme de la crise sur les populations rejointes et les mesures qui seront mises en place par les gouvernements.



Actuellement on voit les coupes d'austérité. Même si on est rendues le double d'employées, on n'arrive toujours pas à aider les personnes en situation de vulnérabilité. Les personnes qui sont les plus touchées par la pandémie sont les personnes qu'on aide, qui sont en situation de précarité ou de « vulnérabilisation ». Le gouvernement ne nous supporte pas assez pour pouvoir aider ces personnes-là.

Groupe national



Notons que plusieurs **nouvelles pratiques** installées dans le cadre de la crise semblent avoir été adoptées et vont rester dans les usages de certains organismes, notamment les technologies permettant la participation à distance à des comités de travail et des instances du mouvement de l'ACA.

Mais ce virage numérique n'est pas possible pour de nombreuses populations rejointes par les organismes communautaires. Certaines personnes rencontrées sont préoccupées par la **dématérialisation** des services s'adressant à ces populations déjà marginalisées (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA portant sur les impacts sur les populations intitulé [Perte d'accès aux informations et ressources](#)).



Présentement, ma préoccupation, c'est ce fameux virage qu'on a tous fait sur Internet alors que les gens qu'on rejoint, l'aide sociale, les personnes âgées, les personnes très défavorisées, ne sont pas joignables de cette façon-là. On est tous en train de virer numérique et on ne rejoint pas les gens. Les gens que je défends et que j'accompagne d'habitude, ils ne sont pas du tout Internet. Moi, je trouve que ça n'a pas de sens qu'on rentre dans ce moule-là pour les personnes qu'on aide.

Groupe de la Capitale-Nationale



De plus, plusieurs personnes ont souligné que les opportunités de financement temporaires liés à la crise ne doivent pas faire sous-estimer les **problèmes de sous-financement chroniques majeurs** que vivent les organismes d'ACA (voir le Cahier de l'Observatoire de l'ACA sur les impacts sur le financement intitulé [Soutiens financiers des organismes communautaires en temps de crise : des réponses peu adaptées](#)).




Ce n'est pas en ce moment que j'ai peur, mais après, quand on va sortir de la crise et qu'ils vont faire : « C'est beau, arrangez-vous maintenant ». Un moment donné, il va falloir payer pour tout ça. Et comment ça va se passer tout ça ? On se retrouve dans des situations où beaucoup de gens ont perdu leur travail. Je suis inquiète au moment où on va sortir de cette crise-là, est-ce qu'ils vont mettre la hache dans le financement, alors que les besoins vont être encore là ? Depuis le début, c'est ce qui m'inquiète.

Groupe de la Capitale-Nationale



Plusieurs personnes avaient **espoir** que le travail essentiel joué par les organismes durant la crise permette une **meilleure reconnaissance** qui se traduise par un meilleur financement. Cependant, que ce soit l'absence de rehaussement des financements à la mission, les exigences de reddition de compte inadéquates ou la non prise en compte des réalités des organismes communautaires dans l'application des mesures sanitaires (ex : gestion du passeport vaccinal pour les personnes rejointes ou vaccination obligatoire des travailleuses), **l'absence de reconnaissance et de considération** du mouvement de l'ACA par le gouvernement semble encore bien présente au moment d'écrire ce cahier à l'automne 2021.



Enfin, la crise de la COVID-19 a démontré l'importance que les organismes communautaires puissent bénéficier d'une **infrastructure solide et résiliente**, en termes matérielle, technologique et humaine, leur permettant de s'adapter rapidement.



C'est triste à dire, mais je ne pense pas que les pandémies arrêteront de sitôt. Les crises qui affectent la planète vont continuer, que ce soit des crises climatiques, des pandémies ou des pannes de technologie. Je crois que l'expérience du secteur communautaire doit être racontée. Nous avons ajusté nos activités avec souplesse pour répondre aux besoins et cela n'a pas été reconnu suffisamment. Je trouve qu'il est important d'investir dans les infrastructures afin d'éviter d'être prises à nouveau par surprise. Tout ce travail ne peut être fait du jour au lendemain... en fait plusieurs d'entre nous l'ont fait, donc il y a cette idée préconçue que nous pouvons tout le temps faire plus avec moins ! *

Groupe de Montérégie



* Note de la traductrice : La citation a été traduite de l'anglais vers le français. La version originale sera accessible dans la version en anglais de ce cahier.

SOURCE DES DONNÉES PRÉSENTÉES

L'Observatoire de l'ACA est un vaste **projet de recherche-action** visant à documenter les impacts de la crise de la COVID-19 sur les organismes d'action communautaire autonome (ACA) du Québec.

Les données présentées dans ce cahier sont issues d'**analyses** réalisées à l'été 2021 à partir de :

Volet qualitatif

15 groupes de discussion menés du 3 novembre 2020 au 24 février 2021 (97 personnes participantes)

Volet quantitatif

Sondage en ligne mené par l'IRIS du 23 octobre au 14 décembre 2020 (740 organismes répondants)

Volet documentaire

Consultation de rapports et analyses réalisés par des sources gouvernementales, des milieux de l'ACA et de la recherche, produits durant la crise de la COVID-19 jusqu'en juillet 2021.

Dans ce document, l'emploi du féminin générique désigne toutes les personnes peu importe leur identité de genre.

Pour plus d'informations:



observatoireaca.org



observatoire@rq-aca.org

Un projet initié par:



Ce projet est rendu possible grâce à la contribution financière de:

